

La Sonatrach et le Conseil

Il est mis fin aux fonctions de N. Cherouati⁽¹⁾ du poste de PDG de la Sonatrach et A. Zerguine⁽²⁾ le remplace, sur une décision historique, puisse qu'obtenue à Doha (Qatar), lors du premier Sommet⁽³⁾ mondial des pays exportateurs de gaz (FPEG).

Ce «limogeage»⁽⁴⁾ n'est qu'un épisode parmi tant d'autres dans le feuilleton de ce secteur sensible qui nous renseigne sur l'état des luttes sourdes que se livrent les différents clans du pouvoir pour le contrôle des énormes ressources financières qu'il génère. Ce changement de PDG aurait pu paraître anodin s'il ne s'agissait pas du quatrième en l'espace de moins de deux ans ! Il aurait pu entrer dans le «cadre normal d'une rotation des cadres supérieurs du secteur», s'il n'arrivait pas après la mise en détention ou sous contrôle judiciaire de tout l'encadrement de l'entreprise⁽⁵⁾ qui se retrouve décapitée.

Ce début..., ce tout début de «remon-tée» des dossiers de corruption de l'ère du règne «sans partage» de C. Khelil, qui a déstabilisé la Sonatrach et ses vingt-deux filiales, nationales et internationales, sera certainement programmé, juste après le départ du président de la République. Les explications puériles qui consistent à affirmer qu'entre Y. Yousfi, le nou-

veau ministre de l'Energie et des Mines, et le PDG de Sonatrach, N. Cherouati, le «courant ne passait pas», s'agissant de deux personnes «à forte personnalité» et à «stratégie divergente», est un écran de fumée que seules les analystes candidates voire novices peuvent encore croire. Tout un chacun sait que les décisions réelles échappent et à l'un et à l'autre ! Dans cette même veine, certains ont tenté de justifier, pendant très longtemps, la thèse qui consiste à affirmer que le ministre et le PDG doivent être la même personne⁽⁶⁾ pour éviter les conflits ! L'argument ubuesque gravitant autour de «l'image de marque» de la compagnie à l'étranger et de ses répercussions sur les affaires en cours ou celles à venir relève franchement de la psychiatrie. En effet, Il y a longtemps que personne, à l'étranger, ne s'occupe de qui signe les contrats en Algérie, le seul acte qui compte, c'est le fait qu'ils soient signés.

Mais il y a encore plus malsain car subversif, puisqu'on essaye de valider la thèse selon laquelle, entre les deux personnes, des désaccords stratégiques et des différences d'appréciations sur les orientations du secteur, sont apparus. Les dangers, les menaces et les pièges sont tapés à cet endroit... En effet, tous les experts sérieux et professionnels, que l'on écoute dans des tribunes libres, conférences, colloques, think tanks et autres centres de recherche, en Algérie et à l'étranger, déclarent à l'unisson qu'il n'y a pas de stratégie à moyen et long terme pour le secteur de l'énergie⁽⁷⁾ et



Noureddine Cherouati.

que nous «naviguons à vue» ou avec la «baraka», ce qui revient au même ! Pis, ils observent et dénoncent une destruction programmée de toutes les «capacités d'ingénierie et d'anticipation» dans le secteur, ce qui livre l'Algérie, à court

terme, pieds et poings liés, à l'expertise étrangère avec toutes les conséquences néfastes, en matière financière⁽⁸⁾, en terme d'autonomie de décision et pour la sécurité de notre pays. Que l'on ne nous affiche pas la liste des projets en cours ou à venir du secteur ou des autres d'ailleurs, car

je pense avoir suffisamment convaincu tout le monde et pour longtemps, qu'une agrégation de projets, aussi vertueuse soit-elle, ne constitue en aucun cas et nul par, une stratégie de développement économique et sociale⁽⁹⁾ durable et cohérente !

A cet endroit, il faut rappeler que la mise en œuvre, depuis plus d'une décennie, de ce que l'on a nommé pompeusement «le Programme économique du président de la République⁽¹⁰⁾» nous a conduit à une spirale économique infernale qui a été, temporairement, atténuée grâce à une aisance financière illusoire, puisqu'entièrement dévolue aux recettes d'exportations des hydrocarbures. Le désastre économique, engendré par ce programme, se résume sommairement par une désarticulation de l'appareil de production, une augmentation incompressibles des importations, une croissance molle du PIB⁽¹¹⁾, une dépense publique dispendieuse (pour le fonctionnement), un niveau de chômage (notamment des jeunes) record, une désindustrialisation accélérée, une fuite vertigineuse de la ressource humaine qualifiée (maîtrise et cadre), une dépendance inquiétante vis-à-vis de l'extérieur et une vulnérabilité aggravée à tous les

Le secteur de l'énergie est trop important pour le devenir de notre pays, pour qu'il soit confiné entre les mains du seul président de la République, du ministre sectoriel ou du PDG de la Sonatrach.



Youcef Yousfi.

niveaux, bref... tous les ingrédients de la régression économique sont réunis, ce qui ne manquera pas d'affecter la paix sociale.

Comme nous l'avons déjà écrit dans nos différentes interventions, le secteur de l'énergie est trop important pour le devenir de notre pays pour qu'il soit confiné entre les mains du seul président de la République, du ministre sectoriel ou du PDG de la Sonatrach. Il mérite, en plus d'un large débat politique pluriel et une évaluation technique et

experte, au niveau approprié, une mise en œuvre concertée dans un cadre réglementaire existant qui est le Conseil national de l'énergie⁽¹²⁾. Ce cadre institutionnel aurait dû veiller à l'organisation de la concertation nécessaire sur les stratégies à mettre en œuvre à moyen et long terme, sur les niveaux d'exploration, de production, de transport, de raffinage, de transformation, de consommation intérieure, d'exportation et toutes les autres orientations stratégiques liées à ce dossier sensible. Son poids relatif, vis-à-vis des autres secteurs, mérite une analyse sereine pour ne pas tomber dans le piège, dans lequel nous sommes déjà, du tout hydrocarbures⁽¹³⁾ et du statut des revenus de la rente pétrolière (en devises) qui est

maintenue illégalement, au niveau de l'entreprise Sonatrach⁽¹⁴⁾ dans un silence assourdissant de la Banque d'Algérie⁽¹⁵⁾. Mais le bien-fondé du CNE (organe de concertation par excellence) est double, puisqu'il est chargé, d'une part, d'élargir le débat à tous les ministères de souveraineté et aux entreprises concernées, ce qui ne peut qu'atténuer

**Par le D' Mourad Goumri,
président de l'ASNA'**

les conflits induits par les problèmes intersectoriels qui, dans bien des cas, bloquent la mise en œuvre des décisions ou du moins permettent de les identifier clairement, ce qui représente un début de solution. D'autre part, il impose la transparence dans les décisions prises en éliminant l'opacité, tout en responsabilisant les différents membres qui siègent au CNE. En d'autres termes, aucun d'entre eux ne pourra dire «je n'étais pas au courant» ou «on ne m'a pas informé» lors des prises de décision qui sont nécessairement précédées d'un «exposé des motifs», explicatif du bien-fondé de la décision. Ainsi, tous les membres du CNE doivent assumer les décisions prises «en leur âme et conscience» et pour la postérité. Il me semble que c'est par ce conduit que l'on peut comprendre et expliquer que le président de la République n'a jamais cru devoir convoquer le CNE pour examiner les dossiers du secteur et en particulier la préparation des conditions du retour à la situation d'avant-restructuration organique⁽¹⁶⁾, c'est-à-dire à la construction du Holding Sonatrach⁽¹⁷⁾, qui devra absorber toutes les entreprises hybrides qui sont sorties de son sein⁽¹⁸⁾. En effet, ce binôme nouveau devra construire un dossier complet, avec plusieurs scénarii et un planning de mise en œuvre, à soumettre au CNE, dans les meilleurs délais, de manière à obtenir les accords de principes stratégiques, nécessaires en la matière et à fixer les grandes orientations du secteur pour, au moins, la prochaine décennie, à la lumière des derniers développements sur la scène internationale des

En effet, des activités telles que l'assurance, la banque, le transport, la formation, la santé, l'immobilier, l'agriculture, l'aviation, les ports, la maintenance, l'hôtellerie, le fret, la téléphonie, la culture, les loisirs, les mines (hors hydrocarbures), l'urbanisme... nuisent substantiellement à sa gestion.

hydrocarbures.

Ce travail de réorganisation de l'entreprise, d'optimisation des coûts et de maîtrises des métiers devra s'effectuer dans le cadre d'une dimension nationale et internationale.

Une filiale «ingénierie et d'intelligence économique» devra voir le jour obligatoirement et disposer de tous les moyens, en particulier humains⁽¹⁹⁾, pour accomplir ses missions d'innovations techniques, de management opérationnel, d'études et d'analyses prospectives et de veille stratégique, pour tous les secteurs⁽²⁰⁾.

Concomitamment à cette opération, une autre doit s'opérer afin de restituer aux autres secteurs toutes les activités nationales et internationales que la Sonatrach s'est arrogée le droit de mener, par elle-même, en dehors de ses métiers de base et qui squattent l'entreprise, la détournent de son objet, lui coûtent très cher⁽²¹⁾ et introduisent l'opacité dans sa gestion.